

Des importations qui mettent en danger la filière

La reconduction d'un an de droits de douanes nuls sur les œufs d'Ukraine fait craindre une augmentation des importations fragilisant une filière française qui met en place l'ovosexage.

ŒUFS

Les éleveurs de pondeuses alertent sur l'augmentation importante des œufs étrangers arrivant sur le marché français. Une situation mettant à mal une filière en pleine mise en place de l'ovosexage. Dans un communiqué du 3 juillet, la CFA (Confédération française de l'aviculture) explique : « la filière française va plus loin que la réglementation européenne sur le bien-être animal avec l'arrêt de l'élimination des poussins mâles depuis le 1^{er} janvier 2023. Ceci a été rendu possible grâce à l'instauration d'une cotisation interprofessionnelle prélevée par les centres d'emballages et fabricants d'ovoproduits auprès des distributeurs sur les ventes d'œufs. Cette cotisation concerne uniquement les œufs de consommation



pondus et vendus sur le territoire français, les œufs importés n'étant pas soumis aux dispositions de l'accord. »

Activer la clause de sauvegarde

L'accord commercial entre l'Union européenne et l'Ukraine avec des droits de douanes nuls a été reconduit pour un

an, sans en exclure les œufs et la viande de volaille alors que le blé, le maïs, le colza et le tournesol l'ont été. Ceci permet à certains industriels d'importer des œufs au détriment de la production française, avec des produits n'ayant pas les mêmes exigences que les produits européens. La CFA demande au ministre de l'Agriculture « d'ac-

tiver la clause de sauvegarde afin d'empêcher la poursuite des importations à droit nul et sans limite de volume dans le cadre de l'accord commercial entre l'Union européenne et l'Ukraine. » Les éleveurs pointent les industriels français qui commercialisent ces œufs étrangers, et de ce fait ne soutiennent pas les progrès réalisés par la filière Œufs de France en réponse aux attentes sociétales. « L'État français doit agir en accord avec sa décision sur l'ovosexage, avec son discours de protection de l'élevage et de notre souveraineté alimentaire. L'ensemble des acteurs de la filière doivent être solidaires afin de soutenir la production française et respecter les engagements sociétaux pris », indique Jean-Michel Schaeffer, président de la CFA.
Nicolas Goualan